

Le déclin électoral des partis de gouvernement et le rapport des citoyens à la politique *

Pierre Martin

Depuis près de 40 ans on observe un déclin des grands partis de gouvernement dans les démocraties représentatives. Ce déclin doit être mis en relation avec deux autres phénomènes marquants depuis 40 ans : la baisse de la participation électorale et l'augmentation de la volatilité électorale. Nous allons voir que les principales causes de ces phénomènes électoraux sont : d'une part une modification du comportement et de la demande des électeurs, et d'autre part une détérioration de l'offre électorale, le déclin de la croissance économique permettant de moins en moins aux gouvernants de satisfaire les électeurs. Une partie de ce travail a été déjà publiée à l'automne 2013 dans la revue *Commentaire*.

Les travaux sur l'évolution de la social-démocratie sont à l'origine de cette réflexion qui étend ce type d'analyse à l'ensemble des forces politiques pour s'intéresser à la capacité d'intégration des systèmes politiques d'Europe occidentale. A partir des résultats des élections législatives dans 15 pays d'Europe occidentale depuis 1945, nous allons analyser les évolutions des rapports de force entre les principaux courants politiques, en particulier entre la social-démocratie et les partis de la droite modérée. Leur déclin commun après 1970 sera mis en rapport avec celui des grands partis de gouvernement, ses causes et ses conséquences.

Cette étude porte prioritairement sur les 15 pays d'Europe occidentale pour lesquels des élections législatives

* Texte de l'intervention lors de la journée de réflexion de l'Institut Tribune Socialiste du 27 septembre 2014.

régulières ont eu lieu depuis 1945 : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Finlande, France, Grande-Bretagne, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Suède, Suisse. Nous avons calculé les résultats moyens pour chaque force politique et pour chaque pays par période de 5 ans, chaque élection comptant pour 1, puis fait pour chaque période et chaque famille politique la moyenne de ces résultats sur les 15 pays, chaque pays comptant pour 1 (tableau I)¹. L'évolution idéologique de certains partis a conduit à les faire changer de catégorie. D'anciens partis communistes rompant avec l'orthodoxie ont rejoint la social-démocratie (Italie, Islande) d'autres rejoignant la gauche radicale (Finlande) ou même les écologistes. D'anciens fascistes sont devenus conservateurs-libéraux (AN Italie) alors que des partis de droite modérée, se radicalisant, ont basculé dans la droite radicale² (FPÖ en Autriche et UDC en Suisse).

Les résultats d'ensemble

Le tableau I³ (page 24) indique d'emblée une grande stabilité d'ensemble du total gauche et écologistes sur 55 ans (de 1945 à 2014) autour de 42-43 % ainsi que du total droite autour de 54-55 %, et de celui des divers⁴ (de 2 à 3 %).

À l'intérieur de la gauche on observe la nette domination de

1. De cette manière les évolutions sur un grand pays ne masquent pas celle des petits pays.

2. Le concept de droite radicale est plus général que celui d'extrême droite et permet de mieux rendre compte des nouvelles réalités de partis souvent sans tradition d'extrême droite qui se sont radicalisés sur les questions d'immigration et d'intégration européenne.

3. Les résultats sont en % des suffrages exprimés pour les forces politiques et en % des électeurs inscrits pour la participation, chaque pays et chaque élection compte pour 1. Pour la participation électorale, seuls 12 pays ont été pris en compte car les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg ont pratiqué le vote obligatoire durant toute cette période ou une partie. Concernant la période 2011-14 les résultats sont une estimation basée sur les 14 pays qui ont voté en 2011, 2012, 2013 et 2014 (tous sauf la Grande-Bretagne).

4. Pour l'essentiel des formations régionalistes autonomistes ou indépendantistes ainsi que des inclassables.

la social-démocratie. Celle-ci est globalement stable de 1945 à 1980 puis entame alors un reflux qui s'accélère à partir de 2000. De 1976-1980 à 2010-2014 la social-démocratie perd 6,7 points (de 30,5 % à 23,8 %). Les grands partis sociaux-démocrates et travaillistes scandinaves (Norvège, Suède, Danemark) britannique et belge régressent dès le début des années 1970 alors que pour les partis allemand, luxembourgeois, suisse et autrichien, le recul ne commence que dans les années 1980. Pour les partis français et néerlandais, celui-ci ne date que des années 1990. En Italie et en Islande, où elle était historiquement plus faible, la social-démocratie bénéficie du ralliement dans les années 1990 d'anciens partis communistes, tandis qu'elle stagne à un faible niveau en Irlande. Cette temporalité du déclin des sociaux-démocrates selon les pays à partir des années 1970 suggère un lien fort avec celle de leur présence prolongée au pouvoir.

Les communistes, après leur apogée de 1945, se stabilisent dans les années 1950 puis s'affaissent fortement et irréversiblement à partir de 1980. À partir de la fin des années 1990 le courant communiste n'est plus qu'un élément de la gauche radicale. L'ensemble des forces d'extrême gauche, de la nouvelle gauche et de la gauche radicale reste marginal tout en progressant à partir des années 1960, pour finalement se stabiliser autour de 3 %. À partir des années 2000, le rapprochement avec les communistes permet de constituer une gauche radicale qui représente près de 6 %.

Les divers gauche et centre gauche représentent essentiellement des petits partis de centre gauche (comme les Radicaux danois, D66 aux Pays-Bas ainsi que le PRG et le MRC en France), les Libéraux-Démocrates correspondant aux Libéraux-démocrates britanniques⁵. Après une progression dans les années 1965-1970, les forces de centre gauche (avec les Lib-Dem) se stabilisent autour de 3 %. C'est principalement la progression régulière des écologistes à partir de la fin

5. Le classement des Lib-Dem est difficile, leur positionnement au centre gauche constitue le moins mauvais choix.

des années 1970, de 0,3 à 6,6 %, et l'apparition récente des « démocrates radicaux » (partis pirates et M5S italien) qui compensent le recul de la social-démocratie et l'effondrement des communistes.

Le recul de la social-démocratie trouve son symétrique dans celui de la droite modérée, de sorte que sa capacité gouvernementale n'est pas diminuée, comme l'a illustré sa position dominante en Europe occidentale à la fin des années 1990.

En effet, la droite modérée, globalement majoritaire en Europe occidentale, régresse de 14,1 points entre 1966-1970 et 2010-2014 (de 54,5 % à 40,4 %). Elle entame son reflux 10 ans plus tôt que la social-démocratie⁶ et bénéficie d'un léger redressement en 2001-2005. Le repli de la droite modérée est entièrement compensé par la forte progression de la droite radicale qui passe de 1,1 % en 1966-1970 à 13,2 % en 2010-2014. De 1945 à 1980 celle-ci est restée très faible et principalement composée de forces minoritaires nostalgiques d'extrême droite (MSI en Italie, NPD en Allemagne) ou protestataires « poujadistes » (France, Finlande). A partir des années 1970 et surtout des années 1980, se développent des partis issus de la tradition d'extrême droite revigorée ou de nouvelles formations de droite radicalisées sur la double thématique de l'ultralibéralisme (protestation antifiscale) et de l'hostilité à l'immigration (et à la construction européenne). Des formations autonomistes ou séparatistes radicalisées, comme la Ligue du Nord (Italie) ou la N-Va (Flandre belge) appartiennent également à cette famille. Elle a aussi été rejointe par l'UDC suisse, qui a connu une progression spectaculaire depuis sa radicalisation, devenant le premier parti suisse. A partir des années 2000, ces formations ont adopté un discours économique antilibéral, protectionniste et hostile à la mondialisation. Comme pour les écolo-

6. Ce recul plus précoce de la droite modérée s'explique par sa plus forte présence au pouvoir : elle dirigeait les trois-quarts des gouvernements de ces pays dans les années 1960-70.

gistes, la tendance nette à la progression de la droite radicale peut s'accompagner de forts reculs conjoncturels comme en Autriche (2002), en Italie (2001, 2013), en France (2007) ou en Norvège (2013).

Participation et volatilité électorale

L'évolution de la participation électorale (Tableau I, dernière ligne) est marquée par une chronologie semblable à celle du déclin de la social-démocratie et de la droite modérée : stabilité à la hausse de 1945 à 1970 puis déclin accentué à partir de 1980. Sur les 12 pays sans vote obligatoire, le recul de la participation entre les années 1960 et les années 2000 ne souffre aucune exception. Il est faible au Danemark (-1,8 point), mais particulièrement marqué dans les grands pays (Allemagne -10, France -14, Grande-Bretagne -13, Italie -11). La volatilité électorale (Tableau II, page 25) suit la même dynamique : recul de 1945 à 1970, qui correspond à la consolidation des systèmes partisans après la Seconde Guerre Mondiale, puis augmentation sensible et régulière par la suite. Ces résultats confirment les principales analyses sur la volatilité électorale durant cette période⁷.

Le déclin des grands partis de pouvoir

La relative symétrie du déclin de la social-démocratie et de celui de la droite modérée, ainsi que l'observation détaillée des évolutions électorales par pays, nous incitent à faire l'hypothèse que ce déclin résulterait principalement du recul électoral des grands partis de pouvoir depuis 1970. Pour

7. M. Pedersen, "The Dynamics of European Party Systems : Changing Patterns of Electoral Volatility", *European Journal of Political Research*, 7 (1), 1979, p. 1-26; I. Crewe et D. Denver (eds), *Electoral Change in Western Democracies : Patterns and Sources of Electoral Volatility*, Londres, Croom Helm, 1985; L. Amulfi, "Per lo studio del mutamento elettorale in Europa dal 1945 ad oggi : un aggiornamento della ricerca di Rose ed Urwin del 1970", *Quaderni dell'osservatorio elettorale*, 39, novembre 1998, Région Toscane, Junte régionale, p. 91-127.

tester cette hypothèse nous allons tout d'abord définir les grands partis de pouvoir comme étant ceux qui durant les années 1960 obtenaient en moyenne plus de 30 % des suffrages exprimés. Le choix du niveau moyen de plus de 30 % se justifie par le fait qu'un parti qui atteint durablement ce niveau ne peut pas se retrouver réellement en troisième position : c'est obligatoirement l'un des deux pôles (ou le seul) autour desquels se structure la vie politique d'une démocratie représentative. A partir de cette sélection nous allons observer les résultats de ces partis dans les années 2000. Durant les années 1961-1970, 19 partis vérifiaient cette condition dans 12 pays : Allemagne (DC, SD), Autriche (DC, SD), Belgique (DC, SD), Danemark (SD), France (UNR/UDR), Grande-Bretagne (Cons, Tr), Italie (DC), Irlande (FG, FF), Islande (Cons), Luxembourg (DC, SD), Norvège (Tr), Suède (SD). Cet ensemble comprenait 8 partis de gauche, tous sociaux-démocrates ou travaillistes, et 11 partis de droite ou du centre, 7 démocrates chrétiens (avec le FG irlandais) et 4 conservateurs (avec les gaullistes). On peut faire l'analyse pour 17 d'entre eux qui sont encore là en 2001-2010 : les 8 de gauche et 9 de droite, la DC italienne s'étant effondrée en 1993 et la droite française ayant été trop fortement reconfigurée depuis.

Le tableau III (page 25) nous montre l'évolution des résultats entre les années 1960 et les années 2000 pour les 8 partis sociaux-démocrates et le tableau IV (page 25) pour les 9 partis de droite. La symétrie des évolutions est fascinante entre les grands partis de gauche et de droite. La tendance au recul est générale entre les années 1960 et les années 2000 (8/8 à gauche, 8/9 à droite) avec la même ampleur moyenne considérable de 10 points. Ce recul semble s'accélérer en 2010-2014, de l'ordre de 4 à 5 points (25,6 %) sur 2000-2010.

En ce qui concerne les sociaux-démocrates, les évolutions dans les autres pays confirment la tendance à la baisse des partis de gouvernement. En France, où les socialistes ont

connu leur apogée dans les années 1980, moment où ils sont devenus un parti de gouvernement, l'évolution moyenne entre 1981-1990 et 2001-2010 est de -10 points (de 34,5 % à 24,5 %). Aux Pays-Bas, où l'apogée travailliste date aussi des années 1980, l'évolution est de -10,2 points (de 31 % à 20,8 %) entre 1981-1990 et 2001-2010. En Suisse, où les socialistes n'ont jamais été très forts, l'évolution entre les années 1960 et les années 2000 est de -4,6 points (de 25,1 % à 20,5 %). En Finlande, l'évolution par rapport aux années 1960 est moins défavorable⁸, la SD reculant de 0,4 points (mais de 3,2 si on prend en compte la dissidence des années 1960). En Italie et en Islande, la comparaison n'est pas possible car la social-démocratie a bénéficié de la conversion ou du ralliement de la majorité des communistes qui la dominaient dans les années 1960. En Irlande, les Travailleurs ont toujours été un tiers-parti qui n'a jamais bénéficié de ses rares participations au gouvernement.

Du côté de la droite modérée, l'observation des principaux partis dominants non pris en compte dans le tableau IV confirme également la tendance au déclin. En Italie, la DC s'est littéralement effondrée en 1993 et la profonde restructuration de la droite italienne rend difficile toute comparaison. En France, la comparaison entre les résultats de l'UMP et de ses alliés venant de l'ancienne UDF en 2001-2010 et ceux du total UNR-RI-CD des années 1961-1970 montre un fort recul de 14,9 points (40,1 % contre 55 %). En Suisse les démocrates chrétiens et les radicaux ont chacun une évolution très négative par rapport aux années 1960 -8,4 points (14,4 % contre 22,8 %) et -7 (16,6 % contre 23,6 %). En Norvège, par rapport à leur apogée des années 1980, les conservateurs perdent 10,5 points (17,5 % contre 28 %). En Finlande, les anciens agrariens (parti du centre) qui ont fusionné avec les libéraux ont reculé de 3,1 points depuis les

8. Mais en 2011 les sociaux-démocrates sont tombés à 19,1 % et le centre (ex agrariens) s'est effondré à 15,8 %, la droite radicale effectuant une percée à 19,1 %.

années 1960 (23,9 % contre 27 %).

Le recul des grands partis provoque leur affaiblissement et la diminution de leur nombre. Alors que dans les années 1960, il y avait 18 partis à plus de 30 % des suffrages dans les 15 pays, dont 8 à plus de 40 % (4 sociaux-démocrates, 2 démocrates chrétiens et 2 conservateurs), ils ne sont plus que 12 dans les années 2000 dont seulement un à plus de 40 %, le Fianna Fail irlandais, qui s'est effondré en 2011.

On doit toutefois remarquer que ce déclin des grands partis s'accompagne d'une stabilité d'ensemble du cadre de la vie politique dans ces 15 pays, chaque système partisan étant presque toujours structuré autour de 2 partis à plus de 20 %, ce qui explique la stabilité d'ensemble du nombre de ceux-ci autour de 30 selon les décennies depuis 1945. Les grands partis de gouvernement ont nettement décliné depuis les années 1950, mais ils restent dominants dans des systèmes partisans affaiblis qui restent structurés par l'opposition gauche/droite.

Ce recul des grands partis de pouvoir doit être mis en rapport avec deux autres phénomènes à partir des années 1970 : la volatilité électorale croissante et le déclin de la participation électorale - qui sont en fait des deux faces d'un même phénomène : la volatilité croissante du comportement électoral. La participation électorale devient de moins en moins systématique, le nombre de votants constants diminuant au profit des votants intermittents beaucoup plus que des abstentionnistes permanents. De même, parmi ceux qui votent, les électeurs acquis à un parti - souvent un grand parti de pouvoir - sont de moins en moins nombreux alors qu'augmente le nombre de ceux qui changent de parti d'une élection à l'autre. Par ailleurs, si les grands partis déclinent, libérant de plus en plus d'électeurs, il est difficile pour les autres partis de fixer ces électeurs. C'est pourquoi les grands partis affaiblis restent dominants dans le cadre d'une fragmentation et d'une instabilité croissante.

Pour analyser le recul des grands partis de gouvernement, il ne faut pas seulement comprendre pourquoi ce recul est systématique et symétrique à gauche et à droite, mais aussi pourquoi il n'a lieu pour l'essentiel qu'à partir de 1970.

Les causes du déclin

Les causes de ce déclin électoral des grands partis de pouvoir nous semblent de deux ordres, l'un relevant des électeurs, la demande (accroissement des attentes), et l'autre de l'offre, de ce que les gouvernants proposent, lié au ralentissement de la croissance économique. Chacun dans leur domaine, deux auteurs, Russell Dalton et Ashley Lavelle, ont mis en évidence l'importance de chacun de ces deux facteurs. C'est en articulant ces deux explications tout à fait complémentaires que l'on peut comprendre le déclin des grands partis de pouvoir depuis les années 1970.

Analysant les causes du déclin du soutien politique⁹ dans les démocraties industrielles avancées, Russell Dalton¹⁰ conclut que ce phénomène général est réel et ne peut s'expliquer principalement ni par des facteurs spécifiques à chaque pays, ni par l'influence des médias (de plus en plus critiques) ou des scandales, mais par l'accroissement des attentes de l'électorat envers le système politique et le gouvernement. Ce phénomène résulte à la fois d'une exigence de plus de participation, de transparence et de liberté chez les jeunes et dans les milieux favorisés, résultat de la progression du niveau d'instruction, et de la prolifération des groupes d'intérêt résultant de l'amplification considérable du rôle de l'Etat dans la vie économique et sociale. Cet accroissement des at-

9. Déclin de la confiance du public dans les responsables politiques, les partis et les institutions politiques depuis 1970.

10. Russell J. Dalton, *Democratic Challenges, Democratic Choices, The Erosion of Political Support in Advanced Industrial Democracies*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

tentes rend plus difficile la gestion gouvernementale (contestations, arbitrages plus difficiles) et provoque la déception et le développement du cynisme envers les institutions politiques et ceux qui les incarnent prioritairement, les grands partis de gouvernement. En effet, d'une part le rôle de l'Etat au niveau économique et social s'est fortement accru depuis la seconde guerre mondiale, d'autre part, la révolution silencieuse¹¹ des années 1950-1960 marquées par la prospérité, la paix et une forte hausse du niveau d'instruction dans les pays occidentaux, a provoqué un accroissement de la demande de participation et de liberté, et produit ses premiers effets à partir de la fin des années 1960. Ce déclin de la déférence¹² a favorisé le développement de la nouvelle gauche dans les années 1960-1970 puis des écologistes. A cet accroissement de la demande, il faut ajouter une autre modification du comportement des électeurs : une vision de plus en plus « consumériste » de la politique. La marchandisation généralisée et le développement du travail salarié et de l'urbanisation ont favorisé la prise de distance des individus par rapport aux communautés traditionnelles de croyance ou de classe. Le développement de la société de consommation à partir des années 1960-1970 a induit un comportement qui consiste à appréhender le monde social (et donc politique) comme un supermarché où l'individu fait son choix. Ce type de comportement a de nombreuses conséquences politiques dont le développement du « zapping » électoral et celui du jugement des partis sur leurs performances plus que sur leur idéologie.

Mais ce premier facteur ne suffit pas à expliquer l'ampleur du déclin des grands partis de gouvernement depuis 1970. On ne doit pas en effet oublier que ceux-ci bénéficient d'un certain nombre d'avantages. Leur exercice du pouvoir leur

11. Selon l'expression de R. Inglehart, *The Silent Revolution: Changing Values and Political Styles among Western Publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

12. Neil Nevitte, *The Decline of Deference: Canadian Value Change in Cross-National Perspective*, Peterborough, Broadview Press, 1996.

permet de disposer de beaucoup plus de moyens que les autres, d'attirer les responsables politiques les plus capables et les plus ambitieux, de fixer l'agenda de l'action publique et des campagnes électorales et de récupérer les nouveaux enjeux qui leur ont échappé dans un premier temps en s'efforçant de marginaliser les nouveaux venus qui les ont portés devant le public.

Le second facteur explicatif majeur, et peut-être au final le plus décisif, concerne l'offre politique à travers la capacité des gouvernements à mettre en œuvre des politiques qui satisfont l'électorat au niveau économique et social. Cette capacité est de plus en plus gravement mise en cause depuis les années 1970 par le déclin de la croissance économique qui provoque l'accroissement du chômage et mine les capacités de l'État à développer et entretenir les services publics et à financer la protection sociale. Ce phénomène est accru par la mondialisation financière qui met en difficulté les politiques fiscales nationales. C'est Ashley Lavelle qui a mis en évidence l'impact majeur de la baisse du taux de croissance du PIB en analysant les facteurs explicatifs du déclin de la social-démocratie¹³.

Le taux de croissance en Europe occidentale a fortement reculé depuis 1945 passant de 4,8 % en 1950-1973 à 2,1 % en 1973-1998 puis à 0,9 % en 1998-2013¹⁴.

Le déclin du taux de croissance provoque la fin des politiques sociale-démocrates basées sur le partage des fruits de la croissance entre les salariés et le capital – le compromis social-démocrate – dans le cadre du capitalisme keynésien et du développement de l'État social. A partir des années 1970, la social-démocratie a partout été conduite à mener des politiques de restriction salariale, de privatisations et de repli de

13. A. Lavelle, *The Death of Social Democracy. Political Consequences in the 21st Century*, Aldershot, Ashgate, 2008.

14. Taux de croissance annuel du PIB en volume. Sources 1998-2011 INSEE (Europe des 15) et 1950-1998 (Europe de l'Ouest) Angus Maddison, *L'économie mondiale : une perspective millénaire*, Paris, OCDE, 2001, p.199.

l'Etat social dans le cadre du nouveau paradigme néolibéral. Elle a ainsi provoqué la déception croissante de sa base sociale, en particulier des milieux populaires qui ont été les principales victimes, « les perdants », des politiques économiques et sociales menées depuis les années 1970.

Mais cette explication n'est pas seulement valable pour la social-démocratie : elle l'est aussi pour les grands partis de droite. Pour être électoralement dominants dans la majorité des pays concernés comme ils l'ont été depuis 1945, les partis de droite ont dû bénéficier du vote d'une partie très importante de l'électorat populaire, en plus d'électeurs des classes moyennes et des milieux favorisés. Ils ont eu à gérer des coalitions électorales comprenant des groupes sociaux aux intérêts distincts sinon divergents, et ont même souvent développé l'Etat social quand ils étaient au pouvoir, de sorte que les années 1945-1970, « l'âge d'or » de la social-démocratie, ont été également l'âge d'or de la droite modérée, notamment des démocrates-chrétiens. De la sorte, les grands partis de pouvoir de droite et du centre droit ont eux aussi pâti électoralement de la baisse de la croissance et du mécontentement croissant de l'électorat face aux politiques de rigueur, au chômage, et au recul de l'Etat social.

Le rôle souvent avancé des transformations sociales - baisse de la pratique religieuse, diminution du nombre des agriculteurs, déclin du monde ouvrier – doit être nuancé. Comme le montre le cas des anciens partis agrariens, un parti qui voit son ancienne base sociale rétrécir peut éviter la disparition en effectuant une reconversion partisane et en s'adressant à de nouvelles couches sociales. Les mutations sociologiques ne suffisent pas à expliquer un déclin durable des grands partis de gouvernement. Cependant, des mutations sociologiques accélérées sont défavorables électoralement aux grands partis car ceux-ci vont avoir tendance à s'accrocher à leur clientèle habituelle déclinante alors que leurs concurrents plus faibles et plus récents sont plus à même de se faire

les porte-paroles des nouvelles couches sociales.

Le rôle des facteurs idéologiques, souvent invoqués dans le cas du déclin de la social-démocratie, est là aussi ambigu. Il est difficile d'invoquer le rôle de facteurs idéologiques spécifiques à la social-démocratie¹⁵ pour expliquer un phénomène – son déclin à partir de 1970 – strictement semblable à celui des grands partis de droite. Cependant le facteur idéologique fait son retour dans la constatation qu'un destin électoral symétrique à celui de la droite modérée provient sans doute de politiques économiques trop semblables à celles de la droite, expliquant pourquoi la social-démocratie est victime de la crise du capitalisme keynésien à partir des années 1970.

Le rôle central de la croissance économique est de plus illustré par la crise des grands partis de gouvernements dans les trois pays de l'Europe du sud (Grèce, Espagne, Portugal), non pris en compte dans cette étude, passés à la démocratie dans les années 1970. Jusqu'à présent ces trois pays avaient connu une consolidation politique avec une domination de deux grands partis de gauche et de droite qui ne présentait aucun signe d'affaiblissement. Mais l'impact de la crise économique et financière après 2008, et des politiques de rigueur qui y ont été imposées, ont provoqué des crises et l'effondrement des grands partis qui ont eu à assumer ces politiques : les socialistes et la Nouvelle Démocratie en Grèce aux élections de 2012, les socialistes en 2011 au Portugal et en Espagne (où les conservateurs sont maintenant en grande difficulté). En Islande et en Irlande, la droite alors au pouvoir avait également subi un effondrement électoral historique, suite aux crises bancaires, aux élections de 2009¹⁶ et 2011. Les dernières élections italiennes de février 2013 montrent aussi un fort affaiblissement des partis de gouvernement.

15. Comme, par exemple, « l'abandon de la classe ouvrière ».

16. La gauche islandaise s'est effondrée à son tour après avoir mis en œuvre au gouvernement une politique d'austérité aux élections du 27 avril 2013.

Les réactions des partis et des élites politiques

Cet affaiblissement des grandes forces politiques a eu des conséquences sur le fonctionnement des systèmes politiques occidentaux qui se sont orientés principalement selon trois modèles : polarisation, grande coalition et coalition très élargie (vaste).

Les Etats-Unis illustrent le premier modèle, la polarisation partisane intense. C'est aux Etats-Unis que le déclin partisan a été le plus précoce, détecté dès les années 1970-1980 par les analystes avec un recul de l'appartenance partisane et de la participation électorale et le développement du *split-ticket* et de la volatilité électorale. Mais depuis la seconde moitié des années 1990, la dynamique s'est spectaculairement inversée avec une stabilisation de la participation électorale, une marginalisation des tiers partis, un fort recul de la volatilité électorale et du *split-ticket*. Depuis 1996 (2000, 2004, 2008, 2012) jamais les blocs électoraux des deux partis, Démocrates et Républicains, n'ont été aussi stables et cohérents. Le redressement spectaculaire des deux partis résulte d'une très forte polarisation avec des campagnes personnalisées et violentes (*Hate politics*). Ce redressement du « capital partisan » se paye par un fonctionnement de plus en plus difficile du système politique (blocages au Congrès) et un climat très conflictuel, notamment sur les questions de race et de morale, dans la société. La classe politique a rétabli son capital partisan en dégradant le capital politique et social du pays.

L'Allemagne illustre le second modèle, la grande coalition. Ce modèle correspond à un système partisan bipolaire où les deux grandes forces politiques choisissent de coopérer quand leur affaiblissement électoral ne leur permet plus de former une majorité parlementaire stable sans l'autre, ni de faire fonctionner le système d'alternance habituel. La grande coalition est coûteuse pour les deux partis en termes élec-

toraux (sacrifice de capital partisan) mais permet d'assurer le fonctionnement du système politique (maintien du capital politique) tout en limitant la dégradation du capital social. En effet, ce type de politique s'accompagne de campagnes électorales où les grands partis évitent la violence verbale, la démagogie et l'excitation d'oppositions entre groupes sociaux.

Le troisième modèle, les vastes coalitions gouvernementales, correspond à des pays comme la Finlande, où la multiplicité des clivages a poussé depuis longtemps les grands partis de bords opposés à coopérer dans un système proportionnel. Leur affaiblissement a conduit à la formation de coalitions gouvernementales de plus en plus larges, comprenant un grand nombre de partis. C'est un modèle proche du précédent dans des systèmes qui ne pratiquaient pas une alternance gouvernementale droite/gauche stricte, mais plutôt des « rotations partisans ». Là aussi, on donne la priorité au maintien du capital politique et social aux dépens du capital partisan.

La mise en évidence de ces trois modèles permet de mieux comprendre certains aspects de la crise politique française. Le système institutionnel de la Cinquième République, unique dans les démocraties représentatives, ne conduit à aucun de ces trois modèles. Face à l'affaiblissement des partis de gouvernements de 1981 à 2002, le sarkozysme, comme le berlusconisme en Italie, a été une tentative de mettre en œuvre le modèle américain de la polarisation partisane. Il a partiellement réussi aux présidentielles de 2007 et 2012 avec une rebipolarisation électorale (total PS+UMP) et une forte participation électorale. Mais, comme en Italie, ni les institutions, ni la classe politique, ne permettent pleinement la mise en œuvre de ce modèle. En revanche, les effets de cette stratégie de polarisation, menée par l'ensemble des forces politiques, se manifestent dans une paralysie politique et une dégradation accentuée du climat social.

Au vu de l'impact politique du déclin de la croissance économique dans les pays développés, il est essentiel de s'interroger sur un éventuel retour de la croissance. On a de bonnes raisons d'être sceptique.

Les causes de la fin de la croissance

Pour un certain nombre d'observateurs et d'analystes, la période de forte croissance de 1945-1975 et même plus généralement celle des deux derniers siècles n'ont été qu'une phase transitoire. Il serait ainsi vain d'escompter un retour à une croissance importante dans la période à venir. Le déclin régulier (avec des fluctuations conjoncturelles) des taux de croissance du PIB dans l'ensemble des pays développés et en moyenne mondiale devrait être ainsi envisagé comme un phénomène durable. Nous serions ainsi entrés dans une nouvelle période caractérisée par la fin de la croissance.

Voici les principales causes du déclin de la croissance dans les pays développés depuis la fin des années 1960 selon les analystes :

1) Les phénomènes internes aux économies développées : le déclin des gains de productivité

Ce phénomène est particulièrement mis en avant par Jean Gadrey¹⁷. Il existe une très forte corrélation entre les taux de croissance et les gains de productivité. Le déclin des gains de productivité dans les pays développés a deux causes. Une cause « structurelle » avec la montée du poids des activités de services, à faible capacité de gain de productivité, aux dépens de l'industrie et de l'agriculture, secteurs à forts gains de productivité. De 1949 à 2007 en France, le poids des services dans l'emploi est passé de 40 % à 75 %, celui de l'industrie de 25 % à 15 % et celui de l'agriculture de 29 % à 3 %. S'y sont ajoutées deux causes internes aux branches

17. Jean Gadrey, *Blog Archive site d'Alternatives économiques*, « La baisse tendancielle du taux de croissance 1 à 4/4 », 2008.

à forts gains de productivité liées à la crise du fordisme : une tertiarisation de l'industrie avec de moins en moins de « cols bleus » (37 % d'ouvriers chez Renault en 2006 contre 78 % en 1956) et une transformation des produits avec diversification et intégration de la qualité. La première de ces deux causes rejoint l'analyse de l'école d'origine marxiste de la « critique de la valeur » (Anselm Jappe) qui met en évidence un déclin du travail donnant lieu à profit (travail vivant) qui est celui des ouvriers et non celui des machines (travail mort).

2) *L'innovation ne nous sauvera pas (Robert Gordon)*

Dans ses travaux récents (2012), l'économiste R. Gordon¹⁸ indique que les innovations actuelles ou envisageables de la troisième révolution industrielle (informatique, biotechnologies) ne sont pas comparables dans leur capacité à impulser une forte croissance économique à celles de la première révolution industrielle (vapeur, chemin de fer, télégraphe) et surtout de la seconde (électricité, moteur à explosion, eau courante, hygiène, automobile, électroménager, aviation, téléphone, radio, télévision). Il indique également que, de plus, six « vents contraires » jouent ou joueront contre la croissance aux Etats-Unis et sans doute ailleurs : (1) la fin du dividende démographique (entrée massive des femmes et des baby-boomers dans le monde du travail salarié), (2) les inégalités sociales croissantes (frein à la consommation), (3) la pression à la baisse des prix (internet + mondialisation), (4) le double problème des coûts croissants de l'enseignement supérieur et de la baisse du niveau des élèves du secondaire, (5) les conséquences des régulations environnementales, (6) le poids des dettes publiques et privées.

Mais, à ces considérations internes au système écono-

18. Robert J. Gordon, "Is U.S. Economic Growth over? Faltering Innovation Confronts The Six Headwinds", Working Paper 18315, *National Bureau of Economic Research*, August 2012. Martin Wolf, « Dire adieu au mythe de la croissance illimitée », *Le Monde Economie*, 8 octobre 2012.

mique, s'ajoutent des « externalités » de nature à aggraver la situation dans le futur :

3) L'augmentation des prix des énergies fossiles et des matières premières

De nombreux auteurs, depuis les travaux du club de Rome¹⁹ ont mis en évidence les conséquences prévisibles – et depuis vérifiées – d'un épuisement (déplétion) des ressources d'énergies fossiles (le pétrole) et des matières premières (de nombreux minerais). Contrairement à une présentation caricaturale, il ne s'agit pas d'une disparition (la dernière goutte) mais du fait que les coûts d'extraction sont de plus en plus élevés à mesure que les premiers gisements, les plus riches et les plus accessibles, s'épuisent. Les prix sont tendanciellement à la hausse (110 \$ le baril en 2011 contre moins de 20 en \$ 2011 entre 1931 et 1971) et s'envolent à chaque redémarrage de la croissance, les spéculateurs anticipant l'accroissement de la demande²⁰. Or, l'énergie bon marché a été un élément clé de la période de forte croissance, comme l'a montré l'impact désastreux des deux chocs pétroliers de 1973 et 1979 (hausse forte mais temporaire). Les observations concernant les autres matières premières sont beaucoup moins concluantes.

4) L'épuisement de la « révolution verte »

Les très forts gains de productivité dans l'agriculture déclinent et ce secteur subit maintenant la loi des rendements décroissants des investissements, d'autant plus qu'il est très

19. Donella Meadows, Dennis Meadows, Jorgen Randers, *Les limites de la croissance (dans un monde fini)*, traduction de *The Limits to Growth, The 30 Year Update*, Paris, édition Rue de l'échiquier, 2012.

20. L'effondrement récent du prix du baril (50 \$) n'est pas contradictoire avec les remarques précédentes. Résultant principalement d'un recul de la demande, il est conforme aux anticipations des théoriciens du « pic pétrolier » qui avaient prévu que celui-ci s'accompagnerait d'une tendance à la hausse ainsi que d'une volatilité croissante du prix du baril due aux crises économiques.

dépendant du pétrole. Ceci commence déjà à poser des problèmes au vu de l'augmentation de la population mondiale et du développement de nouveaux modes de consommation dans les nouveaux pays industrialisés (Chine, Inde notamment).

5) Les effets de deux grandes menaces : le changement climatique et l'effondrement de la biodiversité

Ces deux grandes menaces, qui sont paradoxalement des conséquences des fortes croissances passées (et présentes concernant la production matérielle mondiale) et des modes de consommations qu'elles ont induit, se mettent elles-mêmes à peser sur la croissance, ainsi que l'avait indiqué le Rapport de Nicolas Stern pour le gouvernement britannique ²¹.

La fin d'une mutation ?

On peut se demander si tout ceci ne signifie pas la fin d'une grande mutation, celle du passage d'une société agricole à une société industrielle développée (Jean Chamel²², 2010). On doit en effet remarquer que de nombreuses transformations importantes liées à la croissance économique sont pour l'essentiel terminées dans les pays occidentaux et le Japon : (1) l'urbanisation liée à la division du travail, à la marchandisation et au développement du salariat, (2) la scolarisation avec la disparition de l'analphabétisme, (3) la révolution verte liée à l'industrialisation de l'agriculture, (4) la transition démographique liée à la révolution de l'hygiène et au développement de la médecine.

On voit que les explications du déclin de la croissance qui indiquent que ce phénomène sera durable sont solides,

21. Nicolas Stern, *Stern Review on the economics of climate change*, HM Treasury, 2006, UK.

22. Jean Chamel, *Et si la croissance ne revenait pas ?*, un court essai sur le sens de la crise, version du 16.02.2010.

qu'elles ne peuvent pas être négligées d'autant plus qu'elles rendent compte de faits maintenant incontestés : le déclin séculaire des taux de croissance dans les pays développés depuis 1970 et sur l'ensemble du monde, pays émergents compris. Notre société dans son fonctionnement actuel ne peut pas se passer d'une forte croissance. La faiblesse de la croissance a déjà des conséquences dramatiques. C'est pourquoi la mise en œuvre effective d'un modèle de développement correspondant à une société économiquement stabilisée devrait être la priorité d'une gauche qui cesserait de compter sur des Etats ruinés comme acteurs prioritaires de la transformation sociale.

Conclusion

Nous avons vu qu'il y a un déclin électoral symétrique de la social-démocratie et de la droite modérée en Europe de l'Ouest à partir des années 1970. Ce déclin correspond à celui des grands partis de gouvernement qui se recrutent exclusivement dans ces deux familles. Il alimente un double phénomène de recul de la participation électorale et de volatilité électorale croissante avec le développement de deux nouvelles familles, les écologistes et la droite radicale.

Ce déclin des grands partis est causé principalement par l'accroissement des attentes des électeurs envers le système politique et la baisse du taux de croissance économique.

Etant donné que le premier phénomène, l'accroissement des attentes, a peu de raisons de s'atténuer, il faut particulièrement s'intéresser à l'impact du second, le recul de la croissance, qui affecte les pays développés depuis maintenant 40 ans. Si on considère que le rôle des grands partis de gouvernement est incontournable pour la stabilité des démocraties représentatives, il y a tout lieu de s'inquiéter des conséquences d'une poursuite de leur affaiblissement en cas de persistance d'une croissance anémiée. Ce facteur de risque

politique de l'addiction à la croissance économique s'ajoute aux avertissements des climatologues, des écologues et de certains économistes. Ne serait-il pas urgent, dans ce cas, d'envisager la transition vers une société moins dépendante de la croissance économique avant que celle-ci ne nous soit imposée dans des conditions catastrophiques ?

Tableau I - Ensemble des 15 pays d'Europe occidentale (1945-2014)

	1945	1951	1956	1961	1966	1971	1976	1981	1986	1991	1996	2001	2006	2011
	1950	1955	1960	1965	1970	1975	1980	1985	1990	1995	2000	2005	2010	2014
EXG/NG/GR	0	0,5	0,9	1,2	1,6	2,7	2,1	2,8	4	3,1	2,6	3,2	4,1	4,2
Communistes	10,3	8,6	7,6	7,7	7,7	7,5	7,5	6,3	4,6	2,8	2,5	2	2	1,7
SD	29,9	31	31	31,1	30,5	29,5	30,5	29,9	28,3	27,9	28,4	27,3	25,3	23,8
DVG-CG	1,4	0,9	1,3	0,9	1,6	1,7	1,3	1,5	1,4	2,3	2	2,6	1,3	2,5
Lib-Dem	0,6	0,2	0,4	0,7	0,5	1,3	0,9	1,7	1,5	1,2	1,1	1,3	1,5	1,5
Total Gauche	42,2	41,2	41,2	41,6	41,9	42,7	42,3	42,2	39,8	37,3	36,6	36,4	34,2	33,7
Ecologistes							0,3	1,7	3,5	4,6	5,6	5,6	7,1	6,6
Dem. Rad													0,4	3,3
TG + Ecolo	42,2	41,2	41,2	41,6	41,9	42,7	42,6	43,9	43,3	41,9	42,2	42	41,7	43,6
Divers	2,6	2,1	1,9	2,1	2,5	2,9	2,9	2	2,4	3,1	3,4	3,2	2	2,6
CD + DVD	1,8	2	1,3	1,2	1,6	1,8	1,7	1,6	1,6	1,6	1,7	1,6	2,1	2
Agrariens	5,7	5,5	5,4	5,8	6	6	5,4	4,5	4,4	5,5	3,6	3,6	3,3	3,4
Dem CH	22,9	22,6	23	21,9	20,7	19,9	20,3	19,6	18,3	15,3	14,1	15,4	13,9	12,6
Con-LIB	24	25,7	26,1	26,5	26,2	24,2	25,1	26,1	25	25,8	26	26,5	26,4	22,4
TD Modérée	54,4	55,8	55,8	55,4	54,5	51,9	52,5	51,8	49,3	48,2	45,4	47,1	45,7	40,4
Droite Rad	0,8	0,9	1,1	0,9	1,1	2,5	2	2,3	5	6,8	9	7,7	10,6	13,2
Total Droite	55,2	56,7	56,9	56,3	55,6	54,4	54,5	54,1	54,3	55	54,4	54,8	56,3	53,6
Particip. (12)	81,6	82,1	82	83	83,8	82,7	82	80,1	78,3	76	74,1	72,8	72,3	71,6

Tableau II - Volatilité électorale 1945-2014

	1945 1950	1951 1960	1961 1970	1971 1980	1981 1990	1991 2000	2001 2010	2010 2014
Nb élect.	17	44	40	45	44	37	41	14
Nb chang.	19	32	23	38	44	53	65	29
Indice	1,1	0,7	0,6	0,8	1	1,4	1,6	2,1

Nb élect. : nombre d'élections. Nb chang. : nombre de fois qu'un parti a un recul ou une progression de 5 pts ou plus à l'une des élections de la période par rapport à l'élection précédente. Indice : Nb chang./Nb élect.

Tableau III - Grands partis sociaux-démocrates 1960-2010

Pays	1961-1970		2001-2010		Évolution
	Nb élections	Moyenne	Nb élections	Moyenne	
Allemagne	3	39,4	3	31,9	- 7,5
Autriche	3	44,9	3	33,7	- 11,2
Belgique	3	31,1	3	24	- 7,1
Danemark	3	38,1	3	26,8	- 11,3
G-B	3	45,1	3	35	- 10,1
Luxembourg	2	33,5	2	22,5	- 11
Norvège	3	45,4	3	30,8	- 14,6
Suède	3	47,6	3	35,3	- 12,3
Moyenne		40,6		30	- 10,6

Résultats en % des suffrages exprimés et évolutions en points de pourcentages.

Tableau IV - Grands partis de droite 1960-2010

Pays	1961-1970		2001-2010		Évolution
	Nb élections	Moyenne	Nb élections	Moyenne	
Allemagne	3	46,4	3	35,8	- 10,6
Autriche	3	46,1	3	34,2	- 11,9
Belgique	3	36	3	19,9	- 16,1
G-B	3	43,9	3	33,4	- 10,5
Irlande FG	3	33,4	2	24,9	- 8,5
Irlande FF	3	45,7	2	41,5	- 4,2
Islande	2	39,5	3	31,3	- 8,2
Luxembourg	2	36,6	2	37,1	+ 0,5
Pays-Bas	2	46,9*	4	24,2	- 22,7
Moyenne		41,6		31,4	- 10,2

* Total du parti catholique et de deux partis protestants qui ont fusionné en 1972